



**PRÉFET  
DU MORBIHAN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
de Bretagne**

Unité départementale du Morbihan  
34, rue Jules Legrand  
56100 Lorient

Lorient, le 24/05/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/04/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SÉCHÉ ENVIRONNEMENT**

Les Hêtres  
CS 20020  
53810 Changé

Références : [GP/FD/E/2024](#)

Code AIOT : 0005503739

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/04/2024 dans l'établissement SÉCHÉ ENVIRONNEMENT implanté La Croix Irtelle - 56250 La Vraie-Croix. L'inspection a été annoncée le 04/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Réception du casier CB13.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SÉCHÉ ENVIRONNEMENT
- La Croix Irtelle - 56250 La Vraie-Croix
- Code AIOT : 0005503739
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'ECOSITE CROIX IRTELLE est autorisé, par arrêté préfectoral du 26 octobre 2012 modifié, à exploiter une Installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) sur le territoire de la commune de La Vraie Croix.

#### **2) Constats**

##### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à

l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Contrôles préalables à la mise en service des équipements	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 20	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les informations du dossier ne sont pas remises en cause par les constats de terrains. Il n'y a pas lieu de s'opposer à la mise en service du casier CB13.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Contrôles préalables à la mise en service des équipements**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 20
<b>Thème(s) :</b> Autre, Réception du casier CB13
<b>Prescription contrôlée :</b>  Avant l'exploitation de chaque nouveau casier, l'exploitant informe le préfet de la fin des travaux d'aménagement du casier par un dossier technique réalisé par un organisme tiers chargé d'établir la conformité de l'installation aux conditions fixées par le présent arrêté et l'arrêté préfectoral

d'autorisation, notamment l'existence :

- de la géomembrane et du dispositif de drainage (article 9) ;
- des équipements de collecte et de stockage des lixiviats (article 11).

III. Avant tout dépôt de déchets dans un nouveau casier, le préfet fait procéder par l'inspection des installations classées à une visite du site afin de s'assurer de la fiabilité du dossier établi par l'organisme tiers. L'admission des déchets dans le casier ne peut débuter que si le rapport conclut positivement sur la base des vérifications précitées.

#### **Constats :**

Cette inspection s'est déroulée selon les étapes suivantes :

##### **1. Examen documentaire du dossier des ouvrages exécutés (DOE) pour l'aménagement du casier.**

Le contrôle préalable à la mise en service du casier CB13 se fonde principalement sur l'examen des rapports de contrôle de l'organisme tiers transmis par l'exploitant le 19 avril 2024.

Ce rapport permet d'avoir une vision précise de l'organisation du chantier. Il fait clairement apparaître la chronologie des travaux réalisés ainsi que la liste des intervenants avec leurs fonctions et responsabilités.

La société ECOSITE CROIX IRTELLE est intervenue en tant que maître d'œuvre et rédacteur du DOE dans le cadre des travaux sur l'ISDND de La Vraie Croix. Les lots terrassement, barrière de sécurité passive et massif drainant ont été réalisés par les sociétés KERGAL TP et CARDIN TP. Le lot étanchéité par géosynthétiques a été réalisé par la société FLI France.

Lors des travaux, des contrôles ont été réalisés à différents niveaux :

- les contrôles en interne des entreprises (TECHNILAB pour la barrière de sécurité passive et FLI France pour la barrière de sécurité active) ;

les contrôles externes (SOCNA SOLS pour la barrière de sécurité passive et pour la barrière de sécurité active).

##### **2. Contrôle par visite in situ du casier CB13.**

La visite du site a porté sur l'aménagement du casier réalisé afin de vérifier les points suivants :

- présence du géotextile de protection de la géomembrane ;
- présence de points d'ancrage ;
- emplacement du puisard au point bas du casier CB13 et présence d'un puisard au niveau de l'interface entre l'alvéole 7a et le casier CB13.

L'ensemble de ces points a pu être vérifié lors de l'inspection du 25 avril 2024 et a donné lieu à une observation sur la mise en pression de la géomembrane de couverture du casier 7a lors de l'exploitation du casier CB13.

##### **3. Compléments**

Ce DOE a été complété par un document transmis le 15 mai 2024 comprenant un descriptif technique des travaux réalisés au niveau de l'interface entre l'alvéole 7a et le casier CB13 avec en annexes le rapport du contrôleur extérieur (Socna Sols) ainsi que les documents de traçabilité du lot de graves de mâchefers utilisés pour le remblaiement de cette interface évitant la mise en pression de la géomembrane.

##### **4. Conclusion**

L'ensemble des observations, des contrôles et des relevés a mis en évidence une réalisation correcte des travaux d'aménagement du casier CB13, et conforme aux prescriptions de la note d'optimisation géométrique réalisée au préalable.

**Type de suites proposées : Sans suite**

